

19 mai 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, notamment sur le nucléaire iranien, la croissance économique et sur la situation de la Zone euro.

Mesdames et Messieurs,

Pour cette première partie du G8, je considère que des avancées importantes ont été réalisées sur les principaux sujets qui étaient à notre ordre du jour. Je ne suis pas encore familier de ces rencontres et je ne veux donc pas préjuger de ce qu'elles étaient il y a encore quelques années. Mais je considère que ce qui a été fait hier et aujourd'hui est important.

D'abord, parce que pour ce qui concerne l'Iran, nous avons adopté la même position, la même démarche qui conduira, à Bagdad le 23 mai prochain, à mettre les Iraniens devant leurs responsabilités dans le cadre d'une négociation. La fermeté a conduit les Iraniens à venir à ces conditions à la négociation. Je ne sais pas ce qu'elle donnera, mais c'est toujours avec fermeté que nous devons l'engager.

Mais tous les pays présents au G8, y compris la Russie, ont accepté ce processus. Sur la Syrie, là encore, il y a eu une avancée significative dans la mesure où tous les participants - et j'ai insisté là-dessus - puissent soutenir la mission de Kofi Annan et permettre par l'envoi d'observateurs une protection de la population syrienne par rapport aux actions répressives de son dirigeant.

La matinée d'aujourd'hui, avait été précédée d'un certain nombre de conversations entre les chefs d'Etat et de gouvernement concernés. Cette matinée a été consacrée à la situation économique et notamment à la croissance. Cette question avait été la priorité que j'avais affirmée tout au long de ces derniers mois et qui se trouve ici rappelée avec également le maintien des engagements de consolidation budgétaire indispensable. Comme l'a rappelé le président Obama, nous devons poursuivre ces deux objectifs à la fois : le sérieux budgétaire et la recherche de la croissance la plus élevée. Dans ce cadre, nous aurons le 23 mai pour la réunion informelle du Conseil européen à mettre toutes les propositions sur la table. Et la France y prendra toute sa part dès lors qu'elle-même a voulu qu'il y ait cette priorité donnée à la croissance, cette volonté d'améliorer notre compétitivité, la capacité de nos entreprises, de faire un effort de technologie et de faire en sorte que nous mobilisons tous les instruments, à l'échelle de l'Europe, pour soutenir directement la croissance.

Enfin, la question de la Grèce a été forcément abordée et autant nous avons salué tous les efforts qui ont été pu être faits ces derniers mois dans tous la plupart des pays pour redresser les finances publiques, autant reste une incertitude pour la Grèce par rapport aux élections qui sont prévues le 17 juin. Le message que j'ai voulu porté, que j'avais d'ailleurs affirmé dès mardi avec Mme Merkel, c'était le souhait que la Grèce reste dans la zone euro, respecte ses engagements mais soit appuyée, accompagnée par l'Europe pour stimuler sa croissance. C'est cette démarche là encore qui s'est retrouvée ou qui se retrouvera dans le communiqué final.

Pour tout dire, c'était ma première participation à une grande réunion internationale. Demain, je serai au sommet de Chicago pour l'Otan. J'avais, au nom de la France, l'objectif de mettre la croissance au cur des débats et de faire que cette dimension de croissance ajoutée à la consolidation budgétaire, aux efforts de redressement des comptes publics puisse trouver toute sa place dans toutes les réunions, à commencer par le G8, ensuite le Conseil européen et enfin le G20.

Le président Obama a aussi voulu que la croissance soit évoquée comme une manière de donner confiance aux opinions publiques et aussi aux marchés. Mais je dois dire que, dans le G8, cette volonté de croissance, même si chacun des participants pouvaient y mettre ses propres mots, a été partagée. Voilà pourquoi je considère que ce G8 a été utile, fructueux et permet d'envoyer un double message : un message de confiance et un message de croissance.

Il n'y aura pas de croissance sans confiance, et il n'y aura pas de confiance sans croissance. Et je considère que le mandat que j'avais reçu du peuple français a été, dans un premier temps, déjà honoré.

Je peux répondre à vos questions. Je sais qu'on doit aller vite parce Mme Merkel doit également s'adresser à sa propre presse. Donc deux questions.

QUESTION -- Monsieur le Président, est-ce que vous avez évoqué la question de l'Espagne notamment vos propos d'hier soir sur une solidarité en Europe pour secourir et éventuellement recapitaliser les banques espagnoles qui sont en danger ?

LE PRESIDENT -- J'ai souhaité que la question de la recapitalisation des banques, pas simplement espagnoles, soit évoquée mais il n'y a pas de mention de cette discussion dans le communiqué final dès lors que ce n'est pas l'objet du G8 de le traiter.

Il y aura ce passage, qui est en train d'être travaillé sur notre souhait que la Grèce reste dans la zone euro. Les Grecs auront à se prononcer par le vote du 17 juin et dans le respect des engagements qui ont passé avec les Européens. Dernière question.

QUESTION -- Comment était l'ambiance ?

LE PRESIDENT -- Je n'ai pas beaucoup de références, je ne peux pas savoir comment cela s'était passé avant. Je n'ai pas reçu de confiance. Mais il y a eu une grande franchise entre les participants. Chacun a essayé de dire sa vérité, sa conception, ses craintes, ses espoirs et il y a une volonté de trouver des solutions. Il n'y a pas eu de blocage au sens où certains auraient été arque boutés sur les exigences de consolidation budgétaire et les autres sur la priorité donnée à la croissance dès lors que j'ai considéré, je n'ai pas été le seul, que ce qui ne se discutait pas était le sérieux budgétaire alors nous pouvons donner toutes les chances à la croissance. Merci.